



# UN AN D'ACTION POUR PLUS D'ÉGALITÉ

Rapport d'activités 2018



## Votre pouvoir d'agir !

« *Indignez-vous !* » écrit Stéphane Hessel en 2010. Et son bouquin devient rapidement un véritable phénomène d'édition, en se vendant à 4 millions d'exemplaires dans plus de 100 pays ! « *Engagez-vous !* », poursuit-il l'année d'après. Mais là... le bide. Ou presque. Le livre se vend très mal.

Petit clin d'œil - un peu facile - pour souligner toute la difficulté de dépasser l'indignation, de ne pas la zapper après en avoir été assailli ! Mais de la travailler, de s'y appuyer pour participer et s'engager ! C'est la mission que nous nous donnons !

Les pages qui suivent vous invitent à plonger au cœur de dizaines de petites histoires quotidiennes de chez nous. Des récits d'indignation bien sûr mais qui, plus souvent qu'à leur tour, ont pris le chemin de la participation citoyenne et de l'engagement !

Toutes ces histoires, tous ces récits, ont pris vie en 2018 au sein des Equipes Populaires. Disséminés aux quatre coins de la Fédération Wallonie-Bruxelles, pas loin de 150 groupes et projets ont tenté de faire vivre la participation citoyenne, l'engagement pour plus de justice sociale, l'aspiration à devenir acteur de la démocratie !

Au final, c'est une véritable « fourmilière » d'initiatives qui se dessine. Elles ont pris des formes différentes. C'est que les groupes d'éducation permanente d'aujourd'hui se configurent souvent en fonction du profil et des attentes de leurs membres ! Elles ont produit des résultats variés. Prises de conscience ou avancées sociales. Mais elles ont toutes impliqué des citoyens. Elles les ont toutes associés à des processus et projets qui ont construit des savoirs et fait grandir la conscience politique de chacun.e !

Des ateliers « Histoires Digitales » (où l'on produit son propre récit de vie numérique) aux « Tables d'autres » (où l'on rapproche alimentation saine et précarité) ; des « ateliers conso » (où l'on décortique son quotidien énergétique, alimentaire, budgétaire pour élargir les horizons) aux « ciné-débats » (où l'on suscite indignation et... réactions !) ; des multiples groupes d'analyse critique aux nombreux projets d'action plus concrète, nous vous proposons ici de redécouvrir avec nous VOTRE pouvoir d'agir !

Bonne lecture et belles découvertes !

## Une action citoyenne, six grands thèmes

### QUESTIONS DE CONSOMMATION :

Cette thématique rassemble toutes les questions qui touchent d'une part à **l'égalité d'accès aux biens et services** de telle sorte que tout un chacun puisse mener une existence conforme à la dignité humaine et participer pleinement à la vie en société (accès à l'énergie et à une alimentation saine) ; d'autre part à la **protection des consommateurs** (analyse critique du système agro-alimentaire et de la grande distribution, des pratiques de crédit et de marketing).

### CITOYENNETÉ, DÉMOCRATIE ET POLITIQUE :

Cette thématique couvre d'une part, tout ce qui concerne l'observation du **paysage politique**, aux différents échelons, du local à l'international ; et d'autre part l'analyse et la promotion des dispositifs, des pratiques axées sur la **participation citoyenne**. En 2018, le travail des groupes et des régionales a été particulièrement marqué par la préparation des élections communales et provinciales.

### LE VIVRE ENSEMBLE :

Cette thématique vise trois objectifs : **l'observation des rôles sociaux** (en particulier leur déclinaison dans les relations familiales et de quartier), la **lutte contre les pratiques discriminantes** dans différents domaines et à l'égard de différents groupes de populations (étrangers, jeunes, seniors, malades...), la promotion et le développement de pratiques qui, au contraire, favorisent **le vivre ensemble**. En 2018, les régionales ont poursuivi leurs efforts pour travailler les stéréotypes et les préjugés, en particulier dans le cadre de la crise de l'accueil. Appréhender les réalités des migrations et partir à la rencontre de l'autre a fait partie des priorités.

### EMPLOI, PROTECTION SOCIALE ET SERVICES COLLECTIFS :

Cette thématique rassemble l'observation des **politiques d'emploi** et l'évolution du monde du travail, mais aussi les politiques vis-à-vis du **droit au chômage**, aux **soins de santé**, l'avenir des **pensions** ; les **services publics** et les politiques de libéralisation et/ou privatisation de la poste, du chemin de fer, de l'énergie...

### PAUVRETÉ ET EXCLUSION :

Cette thématique porte un regard critique sur l'observation des facteurs d'**appauvrissement** et d'**exclusion**. En 2018, le combat pour le droit à un logement décent reste un axe majeur inscrit dans cette thématique. La mise en évidence des inégalités criantes et des conséquences en termes d'accès aux besoins est également au cœur de nos travaux.

### MODÈLES DE DÉVELOPPEMENT, MODÈLES DE SOCIÉTÉ :

Cette thématique interroge le **modèle capitaliste** actuel et comprend aussi la réflexion sur un **modèle de société alternatif**, plus juste, plus solidaire et plus responsable vis-à-vis des ressources de la planète. En 2018, deux enjeux prioritaires ont été travaillés : le thème de l'effondrement en se demandant si nous pouvions encore « maîtriser » la catastrophe annoncée et quelles alternatives au capitalisme. Le thème de l'agroécologie traité, entre autres, à partir de la méthodologie des histoires digitales ou de réflexion sur la société dont nous rêvons.

« L'accès à l'énergie, à une alimentation saine à portée des petits budgets. L'analyse critique du système agro-alimentaire et de la grande distribution, les pratiques de crédit et de marketing ; les recherches en matière d'alternatives de consommation... Autant de sujets en phase avec l'actualité qui ont été abordés dans nos groupes et projets.



## Consommer autrement

L'Organisation Générale, a réalisé une étude qui fait le point sur la médiation dans le cadre de la protection des consommateurs : *Protection des consommateurs : La médiation, une alternative au règlement judiciaire des litiges.*

Dans les Régionales, une multitude d'activités ont été organisées. En voici quelques-unes.



### DES « ATELIERS CONSO »

#### à Liège-Huy-Waremme

« L'atelier conso » est un modèle de groupe initié en Régionale liégeoise il y a plus de 10 ans. Son principe repose sur une collaboration active avec des CPAS ou d'autres structures d'accompagnement de personnes en situation de fragilité (Maison médicale, par exemple). Une fois le groupe constitué (sur base volontaire ! Nous refusons toute participation rendue obligatoire par le CPAS...), il devient un espace autonome de paroles, de réflexions et d'apprentissages centrés sur des dynamiques liées à la consommation. Mais les choix du groupe et son processus amènent régulièrement à déborder largement du champ de la consommation pour rejoindre celui de la citoyenneté (les élections, le monde politique...), du vivre ensemble (l'estime de soi, les migrations...), de la pauvreté (l'accès au logement, les revenus...), etc. Ces groupes ont vocation à se pérenniser et à devenir générateurs de projets citoyens !

Cinq ateliers conso fonctionnent en région de Liège : **Verlaine, Neupré, Othée, Huy et Liège-Laveu.**

## CONSOMMATION RESPONSABLE ET UTILISATION RATIONNELLE DE L'ÉNERGIE

### en province du Luxembourg

Vivre pour consommer ? Consommer pourquoi ? Consommer, à quel prix ? Acteur de sa consommation... En province du Luxembourg, 9 groupes ont fonctionné autour de ces interrogations. Au départ de techniques variées (réalisation de capsules vidéo, projection du film *Notre pain quotidien* ou encore le décryptage des étiquettes alimentaires. Les groupes ont tous convergé vers les enjeux des revenus, du budget, du crédit, de la publicité et du fonctionnement global de notre modèle de



A Quaregnon : l'Ecole des Consommateurs

consommation. L'occasion de réinterroger ses comportements et la société qui les conditionne. Simultanément, l'expérience des « groupes énergie », focalisés sur l'utilisation rationnelle de l'énergie, se poursuit. Initiée il y a plusieurs années par une collaboration avec les services du logement social de la Province du Luxembourg, ces expériences ont largement débordé le cadre des cités d'habitations sociales et se sont propagées vers des collaborations avec d'autres institutions. Un travail d'éveil à la consommation énergétique, aux trucs et astuces pour économiser l'énergie, y débouche sur une interrogation critique de la Performance Énergétique des Bâtiments, du fonctionnement du marché libéralisé de l'énergie, du coût de l'énergie dans la situation budgétaire des ménages, de la précarisation énergétique...

## UN GROUPE « FRAIS SCOLAIRES »

### à Schaerbeek

Partant du constat que l'école est loin d'être gratuite, un groupe de parents a souhaité soulever la question de l'égalité d'accès à l'enseignement et au savoir, et donc la question de la reproduction des inégalités sociales au sein du système scolaire. Quels types de frais sont demandés par l'école ? Quels documents légaux encadrent cette question ? Quelles conséquences ont ces frais au niveau individuel, collectif ? Pour alimenter la réflexion, deux **midi-citoyens** ont été organisés avec des experts de la question (le délégué général aux droits de l'enfant, la Ligue des Familles...). Suite à ces rencontres, les parents ont décidé d'objectiver la question en réalisant un questionnaire destiné non pas aux parents, mais aux instituteur·rice·s et directeur·rice·s d'écoles.

## LES « ECOWATCHERS » POUR UNE MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE

### à Philippeville et Assesse

Ecowatchers est un projet porté par l'ASBL Empreintes. A **Philippeville**, les Equipes Populaires en assurent la co-animation. En 2018, ce projet a touché deux groupes composés d'une quinzaine de personnes à Philippeville et un groupe à **Assesse**. L'objectif poursuivi est la maîtrise de l'énergie dans son logement. Pour y parvenir, les animations se construisent en fonction des attentes du groupe. Ce projet vise aussi à rendre aux personnes en situation de précarité le pouvoir d'agir sur leur environnement physique et social en s'appuyant sur la dynamique de groupe et la méthode participative d'échange de savoirs. Quelques thèmes traités : Comprendre le pouvoir isolant et acquérir des « petits trucs accessibles » pour améliorer le confort chez soi et économiser l'énergie en chauffage. Comprendre sa facture d'électricité. Pourquoi choisir tel ou tel fournisseur ? Quels sont les choses/éléments/critères qui pourraient motiver un changement : financier, énergie verte, suivi administratif ? Quelles aides peut apporter un CPAS ? Mais aussi : effondrement, fin des énergies fossiles, privatisation de l'énergie et profit pour le capital ; internet et compteurs communicants qui nous surveillent, dépenses énergétiques et consommation d'internet, etc. Les participants ont pu ainsi prendre conscience que les économies au niveau micro (dans leur maison) s'inscrivent dans un contexte qui vise le profit et amène à l'épuisement des ressources au niveau mondial.

## DES JARDINS COLLECTIFS POUR UNE ALTERNATIVE DE CONSOMMATION

à Verviers, Dampremy, Haine-St-Paul, Baudour

Trois régionales concernées (**Verviers, Charleroi-Thuin, Hainaut Centre**). Dans chaque cas, des citoyens entretiennent des rapports avec le pouvoir communal ou des propriétaires pour une mise à disposition de terrains. Ils organisent des espaces citoyens destinés à concevoir leur projet, à choisir de manière critique les semences utilisées, à réfléchir le « commun » versus le « privé », à viser une alimentation locale et écologique voire bio, à planter et cultiver bien sûr, développant par ce moyen la cohésion sociale et le faire ensemble. Progressivement, la réflexion s'élargit au fonctionnement de notre modèle de production alimentaire et, pas-à-pas, au modèle économique qui globalement la régit.

## UNE AUTRE TABLE ET TABLE D'AUTRES POUR UNE ALIMENTATION SAIN

à Court-St-Etienne, Charleroi, Philippeville

Ces trois groupes sont actifs sur l'enjeu d'une alimentation saine à petit prix ! Les deux premiers ont choisi une même façon de procéder : préparer ensemble une alimentation de qualité ! Dans les deux cas, l'activité a lieu le jour du marché et les membres du groupe prennent contact avec les maraîchers pour récolter des invendus. La matière première est là ; on peut se mettre à cuisiner. Le « *faire ensemble* » permet de s'interroger, de porter un regard critique, de corriger le tir pour les fois suivantes, de s'ouvrir à un public démuné et de créer du lien et du débat sur le projet et sur des enjeux plus globaux, soit en cours, soit en fin de repas. A **Philippeville**, le principe fondateur « manger sain et pas cher » est carrément devenu le patronyme du groupe ! Ici, c'est sous forme d'un programme d'activités alternant visites-découvertes d'alternatives de consommation et moments de débats et d'analyse que le processus d'éducation permanente se décline. Les participants co-construisent leur programme, explorent des réalités alternatives, en tirent des enseignements individuels et collectifs.



« En 2018, le travail des groupes et des régionales a été particulièrement marqué par la préparation des élections communales et provinciales. Elles ont mobilisé des énergies importantes, donnant lieu à des débats publics, à des analyses de groupe, à des incitations à prendre place dans ce dispositif démocratique.



## Les élections comme piquûre de rappel

L'attention aux politiques communales, la volonté de chercher des solutions collectives de proximité aux problèmes, cela fait partie de l'ADN du Mouvement. C'est aussi en partant de l'ancrage local que des dynamiques citoyennes peuvent être initiées pour susciter un intérêt que le champ politique, ce n'est un secret pour personne, ne mobilise pas ou plus naturellement. **Sur le plan de l'Organisation Générale**, c'est essentiellement la préparation des élections communales qui a guidé le travail. Les outils existant pour soutenir le travail local et régional ont subi un petit lifting de remise à jour. Et la coordination a suscité la démultiplication d'initiatives de terrain. En outre, un Contrastes avait pour thème les élections communales et leurs enjeux. **Sur le plan des Régionales**, une grande diversité d'activités ont été organisées ; voici ici quelques projets représentatifs.

### LES ÉLECTIONS COMMUNALES : UNE BONNE RAISON DE SE MOBILISER !



En cette année de scrutins local et provincial, c'est à un réel foisonnement d'initiatives auquel on a assisté dans les régionales. De nombreux **débats publics** ont ainsi été organisés. Ils ont permis d'interpeller les candidats ou représentants de partis, dans les grandes villes : **Anderlecht, Bruxelles, Forest, Schaerbeek, Philippeville, Tournai, Mouscron, Comines, Péruwelz, La Louvière, Mons, Hautrage, Virton, Dison et Verviers.**

Des groupes se sont penchés sur le fonctionnement de leur commune, les programmes des partis, les enjeux des politiques locales : **Jette, Schaerbeek, St-Gilles, Laeken, Molenbeek, Court-St-Etienne, Nivelles, Wanfercée-Baulet,**





Liège-Centre, Liège-Laveu, dans les 5 Ateliers conso liégeois (Huy, Laveu, Othée, Neupré, Verlainne), Sambreville, Jolimont, Pâturages, dans les Groupes de veille politique de Tournai et Comines, Verviers-aînés.

A Liège-Huy-Waremme, l'ensemble des contributions des groupes a été compilé en un numéro spécial du bulletin de liaison régional « Au fil de Meuse ». Ce journal a été distribué aux autorités communales de toutes les localités où le mouvement est actif !

En Région verwiétoise, c'est un processus d'actions de sensibilisation qui s'est mis en place : récoltes de paroles citoyennes sur des « bancs publics », ateliers citoyens, interpellations publiques (Verviers, Dison et Spa).

Même objectif en Brabant wallon, avec l'opération « Enragez-vous, engagez-vous et puis votons ! » menée en partenariat avec d'autres associations par exemple à Nivelles ou seuls comme à Court-St-Etienne.

## CINQ « MIDIS-CINÉS » POUR S'INTERROGER SUR LA DÉMOCRATIE

### à Tournai et Mouscron

Au Hainaut occidental, une double dynamique citoyenne centrée sur des ciné-débats met en place à Tournai et à Mouscron, des processus qui rassemblent à chaque fois une bonne dizaine de citoyens. En 2018, 14 animations ont ainsi eu lieu ! Parmi ces débats, 5 ont été consacrés à la thématique « Citoyenneté, démocratie et politique ». Un premier thème a porté sur Mai 68, dont on célébrait le 50<sup>e</sup> anniversaire. Cet anniversaire résonnait d'autant plus que depuis le début de l'année 2018 des mobilisations citoyennes et syndicales perturbent la situation du pays : mouvements de grèves à la SNCF et révoltes étudiantes dans les facultés. Un second posait la question : « Les médias nous prennent-ils pour des cloches ? » Les médias appartiennent à de grandes fortunes, ce qui nous laisse supposer que le traitement de l'information se fera rarement à l'encontre des intérêts du propriétaire du journal, soit à titre personnel ou en matière de grands enjeux de société tels que la justice fiscale, la critique du système ou autre. Ces constats nous ont permis de présenter aux participants l'espace « presse alternative » de Picardie Laïque qui propose de découvrir d'autres manières de traiter l'information. Autres thèmes abordés : « S'engager, c'est sympa » (de l'indignation à l'engagement), « Des mots, des maux, démo...cratie » (participation vs désintérêt).

## LE BIEN-ÊTRE EST-IL SURTOUT ET TOUJOURS LIÉ AU PIB ?

### à Charleroi

Les militants ont organisé une rencontre pour proposer une alternative au PIB. Aujourd'hui, la seule manière d'évaluer la richesse d'une commune est le « produit intérieur brut »... Depuis plusieurs années, la Région wallonne via l'IWEPS, propose de prendre en compte d'autres indicateurs. Le groupe s'est approprié ces indicateurs pour pouvoir identifier les thématiques prioritaires de la régionale : l'environnement et le cadre de vie ainsi que l'engagement civique et la citoyenneté. Ils ont ensuite proposé de découvrir les dimensions présentes dans les communes de leur région et les ont comparées à la moyenne régionale. Les communes riches étant 20% au-dessus de la moyenne et les communes pauvres en dessous... le bien-être est-il surtout et toujours lié au PIB ?

Le 25 septembre, lors du débat pré-électoral du MOC, ils ont eu l'occasion de poser leurs questions aux politiques : « Au-delà des conseils de participation, que proposez-vous pour mettre en place une démocratie ascendante ou plus informelle ? Quelle place donnez-vous aussi aux associations qui sont le relais des habitants ? ».

## LA DÉMOCRATIE AU CENTRE DES PRÉOCCUPATIONS

à Seraing

La spécificité du **groupe l'Espace 23** est qu'il axe son action sur l'exercice du débat démocratique en visant une réelle confrontation de points de vue lors de chacune de ses rencontres. A tour de rôle chacun est en charge du choix, de la préparation et de la présentation du thème. Voici les différents thèmes travaillés en 2018 : le désintérêt du citoyen, le pouvoir des médias, l'analyse de 3 auteurs (d'Ormesson, Schmitt, Picard).

## « CITIZENS CAN ! », UNE FORMATION À LA PARTICIPATION CITOYENNE

à Tournai

Cette formation (7 séances de 3h) s'est menée en partenariat avec les autres organisations constitutives du MOC. Elle a marié des aspects pratiques et théoriques liés à la démocratie et à la participation citoyenne. Elle était composée de 9 modules : comment participer ? ; la commune comment ça marche ? ; argumenter, tout un art ! ; citoyen-ne, tu as des droits et des devoirs ; commissions consultatives, quésaco ? ; animer une réunion ; l'associatif, une voie alternative ? ; gérer un conflit ; participation citoyenne ici et ailleurs.

## « L'EFFET PAILLASSON » : UN NOUVEL ATELIER DE THÉÂTRE-ACTION

à Rochefort

Les « **Copeaux d'Abord** » ont lancé un nouvel atelier en vue de créer un troisième spectacle de **théâtre-action**. Se joignent à eux des citoyens de la région de Rochefort. Ils se réunissent au Centre culturel des Roches et l'atelier est animé par la Compagnie Buissonnière. Celui-ci, intitulé *C'est la faute à...*, a parcouru les méandres du populisme et l'attrait de celui-ci sur de plus en plus de personnes. Après la mise en œuvre de savoirs chauds (les apports personnels tirés de son vécu), qu'ils ont exprimés au fur et à mesure des ateliers, les participants se sont mis en recherche d'informations et de savoirs froids (apports extérieurs).

Pour éviter de perdre le public dans diverses théories et se rendant compte que le sujet était ardu, le groupe a recentré le propos et trouvé un fil conducteur : le paillason qui traverse toutes les scènes. C'est un objet personnel et sentimental, qui a une histoire propre à chaque personnage. Il mettra à l'épreuve notre capacité de réfléchir, de s'indigner, d'agir et de se révolter ou de se conformer.



« **T**ravailler à la déconstruction des préjugés à l'égard de l'autre, à l'égard des migrants, aborder la question des peurs dans une société en perte de repères. Cette thématique vise trois objectifs : l'observation des rôles sociaux, en particulier leur déclinaison dans les relations familiales et de quartier. La lutte contre les pratiques discriminantes dans différents domaines et à l'égard de différents groupes de populations (étrangers, jeunes, seniors, malades...), la promotion et le développement de pratiques qui, au contraire, favorisent le vivre ensemble.



# Se parler pour mieux cohabiter

Sur le plan de l'Organisation Générale, c'est l'enjeu prioritaire des peurs, en tant que stigmates d'une société en repli sur soi, qui a guidé le travail. La journée d'étude annuelle du mouvement s'intitulait en effet **Balance tes peurs**. Elle a pris pour base la grande enquête *Noir-Jaune-Blues* menée par la RTBF et *Le Soir*, qui démontre que nous vivons une gigantesque mutation de société et qu'une majorité de la population est sans repères. La méfiance envers les politiques et les institutions est énorme. Le repli identitaire gagne du terrain. Les appartenances sociales et politiques sont presque dissoutes. Il faut comprendre, se situer et rebondir !

Sur le plan des Régionales, de nombreuses initiatives ont eu lieu, nous reprenons ici quelques projets représentatifs.



## « AU-DELÀ DE NOS DIFFÉRENCES »

à Liège

La démarche « **Au-delà de nos différences** » a été entamée en 2015 suite aux attentats terroristes et à la « crise des migrants ». L'objectif ? Travailler à la déconstruction des préjugés à l'égard de l'autre, à l'égard des migrants en organisant notamment des rencontres interculturelles. La rencontre de l'autre reste la meilleure manière de faire tomber les tabous et les barrières entre nous. En 2018, c'est la découverte des religions et des croyances qui a été le fil rouge. Quatre journées ont été consacrées au christianisme, au judaïsme, au bouddhisme et à l'islam. Des animations pédagogiques ont permis de travailler sur la terminologie, de découvrir les rites et fêtes de chaque croyance. Une visite des lieux de culte réalisée par des bénévoles du lieu clôturait chaque journée. En fin d'année, une journée axée sur le mécanisme de construction des préjugés et discriminations a été organisée avec la collaboration d'*Unia*.

### UNE SOIRÉE THÉÂTRALE POUR ENTAMER UN PARCOURS SUR LES MIGRATIONS

au Hainaut centre

La **Régionale du Hainaut centre** a focalisé une partie de son travail sur les flux migratoires. « *La terre n'est qu'un seul Pays et tous les hommes en sont les Citoyens* » disait Baha'u'lláh. La réflexion a démarré par l'organisation d'une soirée théâtrale, qui accueillait le spectacle *Le jardin* de Brigitte Buc. La pièce raconte le parcours d'une famille, entre exil et emprisonnements, qui fait écho aujourd'hui au sort des migrants et des réfugiés.

Et en fin d'année, le processus s'est poursuivi par deux soirées publiques co-organisées par la Régionale et les **groupes de Quaregnon et Jemappes**. La première au Plaza de Mons, avec un film *Lettre à Théo* suivi d'un débat, et la seconde à la Maison ouvrière de Quaregnon, avec un débat « Réfugiés, pauvres d'ici, faut-il choisir ? ». Deux occasions de mettre en lumière les réponses solidaires à privilégier !

### SPECTACLE « HISTOIRES AMÈRES, À MÈRES, À MER... »

à Verviers

Exprimer sa parole, créer collectivement, communiquer et sensibiliser : le théâtre-action permet tout cela à la fois. A **Verviers**, un groupe de 8 personnes s'est lancé dans l'aventure. Un groupe très métissé composé de personnes originaires du Maroc, du Bénin, d'Italie et de Belgique ! En un peu plus d'un an de travail, les membres du *Collectif Identités Plurielles* (c'est le nom qu'ils se sont donné) ont créé *Histoires amères, à mères, à mer...*, un spectacle interpellant traversé des réalités de sans-papiers, de Roms, d'intégration... En 2018, le spectacle a fait l'objet de nombreux ajustements et améliorations. Il dénonce les injustices et les crie sur la place publique.



### RENDONS NOTRE COMMUNE HOSPITALIÈRE

à Nivelles

Depuis 2017, un groupe d'une vingtaine de citoyens nivellois et de militants des Equipes Populaires a rejoint, à notre invitation, la dynamique « Commune hospitalière » initiée par le CNCD 11 11 11 dans le cadre de sa campagne pour la justice migratoire. Celle-ci propose aux communes de s'engager davantage dans une politique concertée d'accueil des personnes réfugiées sur leur territoire. Le premier objectif de ce groupe : interpellier le conseil communal sur ces questions en vue de faire voter une motion « commune hospitalière » à Nivelles. L'interpellation a été travaillée au sein du groupe pour être présentée au conseil communal du 26 février 2018. Elle a été votée, à l'unanimité, lors du conseil communal du 26 mars 2018.

De nombreuses réunions ont donc été organisées pour mener à bien ce travail. Des sous-groupes ont vu le jour pour pouvoir activer différents leviers apparaissant indispensables à la poursuite de cette dynamique.

Ainsi, les **groupes Logement, Visibilité dans la commune, Tables de conversation La Causette** et **Soutien aux familles** ont été lancés. Le vote de la motion, à l'unanimité par les conseillers communaux va permettre d'engager des actions concrètes en concertation avec les autorités locales. Des réunions de suivi seront programmées deux fois par an. Le groupe Visibilité a affiché, au lendemain des élections, des portraits de citoyens témoignant de leur volonté d'accueillir dignement les personnes réfugiées. Les tables de conversation qui ont lieu deux fois par semaine rassemblent environ 8 participantes assidues. L'un des objectifs poursuivis est de donner aux citoyens engagés dans cette dynamique, l'occasion de pratiquer très concrètement la participation citoyenne et de mieux cerner la manière dont il est possible d'agir sur les politiques communales.

### DES ATELIERS CONTES ET DES ATELIERS JEU

#### à Charleroi

On connaissait les « contes progressistes », initiés par la **Régionale de Charleroi-Thuin** depuis deux ans. En 2018, les projets s'affinent encore. Deux séries d'ateliers contes ont eu lieu sur des enjeux du vivre ensemble. L'une sur le féminisme, et l'autre sur le terrorisme ! Et comme la méthode des ateliers est créative et participative, qu'elle touche un public peu âgé et qu'elle éveille les consciences, elle a aussi été utilisée à d'autres fins. Les **ateliers jeux de société coopératifs** visent à créer des outils ludiques qui nourrissent l'engagement et le militantisme. Et, nouveauté 2018, les **ateliers jeu de rôle progressiste** permettent d'expérimenter des injustices, des inégalités et d'y réagir, tout en incarnant des personnages fictifs...

### UNE FÊTE DES VOISINS PAS COMME LES AUTRES

#### à Sombreffe

Les habitants de la rue de La Buse à Sombreffe ont organisé le dimanche 17 juin pour la troisième fois **La Fête des Voisins**, mais « avec un brin de militance », disent-ils ! L'idée centrale de cet événement reste l'interpellation des autorités communales avec un argumentaire bien établi en vue d'améliorer la vie du quartier (la réalisation du square de rencontre ou la création d'une zone de parking, par exemple). Les habitants, eux, sont prêts à s'impliquer pour que leurs demandes se concrétisent !



### RÉCITS NUMÉRIQUES ET CINÉ-DÉBATS POUR ABORDER LES PRÉJUGÉS

#### à Bruxelles

A Bruxelles, un groupe de 9 personnes s'est attelé à la réalisation d'**Histoires digitales**. Le processus a débuté par une réflexion collective sur les stéréotypes, les préjugés et les discriminations dont sont victimes les membres du groupe. Que veulent dire ces concepts ?

Sommes-nous tous porteurs de stéréotypes et de préjugés ? Quels liens avec les discriminations ? Discriminations dans ma recherche d'emploi, de logement, à l'école, dans la rue, dans les transports en commun... Quelles causes, quelles conséquences ? Au départ de cette réflexion, chaque participant s'est lancé dans son récit numérique...

Parallèlement, la régionale a, de son côté, initié une démarche de réflexion sur les sans-papiers. Dans un contexte où de nouveaux murs se dressent, où des citoyens sont poursuivis en justice pour délit de solidarité, où le décès de sans-papiers tentant de franchir nos frontières ne relève plus de l'exceptionnel, et où la doctrine préconisée par certains partis politiques est celle de « l'immigration zéro », la démarche a voulu aborder la thématique de la lutte des personnes sans papiers, sous la forme d'un **ciné-débat**.

Le film *Sans papiers et sans voix* a permis de mettre en parallèle les moyens d'action des travailleurs sans papiers, il y a 10 ans et aujourd'hui. Une première projection a eu lieu à midi, une deuxième en soirée, afin que chacun et chacune puissent assister à la projection selon ses disponibilités.

Les groupes ont réfléchi à leurs pratiques face à l'injustice sociale, les moyens d'actions individuels et collectifs, et aux perspectives d'actions collectives dans le contexte actuel. Débat très constructif, qui a permis de mettre en lumière certaines pratiques discriminantes à l'égard des sans-papiers, et a souligné l'importance du principe de convergence des luttes. De plus, des personnes sans papiers sont venues témoigner de leur situation (travail au noir, séjour en centre fermé, grève de la faim...).

« Interroger l'avenir de l'emploi dans un contexte d'évolution technologique, les conditions d'existence des sans-emploi dans un contexte d'affaiblissement de la sécurité sociale, autant de questionnements qui ont marqué l'année 2018.



## Penser le futur

L'Organisation Générale a poursuivi une réflexion du mouvement initiée en 2017 sur l'évolution du travail et du sens qui y est lié, dans nos sociétés. Un **débat de Contrastes** intitulé : **Emploi, les robots sont-ils les ennemis du progrès social ?** a été organisé. L'intelligence artificielle est partout. La possibilité de remplacer les humains par des robots concerne tous les secteurs d'activité, y compris les services aux personnes. Parfois, pour le meilleur, quand les robots des blocs opératoires sont plus précis que les mains des chirurgiens. Parfois, pour le plus douteux, lorsque le robot Zora remplace l'ergothérapeute dans les maisons de repos. L'impact sur le marché de l'emploi est évident et l'inquiétude est légitime. On parle de plus de 500.000 emplois wallons menacés. Mais derrière la guerre des chiffres, faut-il s'alarmer ou se réjouir des progrès technologiques ? A quelles conditions ces progrès pourront-ils se traduire en progrès social durable et partagé ?

Nos invités pour cette édition étaient Marc Becker, secrétaire national de la CSC, et Mohssin El Ghabri, chercheur chez Etopia.

Et un **colloque « Composition de ménage : Un critère inégal et obsolète ? »** a permis de réinterroger le statut de cohabitant et la question des droits individuels en assurances sociales. Derrière un acte administratif qui peut paraître anodin, la composition de ménage met en effet au jour des questions importantes, voire vitales, dans l'accès aux droits pour un nombre croissant de personnes. La question (en particulier celle du statut de cohabitant) est soulevée au sein du mouvement depuis plusieurs années, tant par des groupes que par des régionales.

Sur le plan des Régionales, une grande diversité d'activités ont été organisées ; voici quelques projets représentatifs.



## LE SENS DU TRAVAIL ET LES CLÉS POUR L'EMPLOI EN RÉCIT NUMÉRIQUE

à Braine-l'Alleud, Huy, Nivelles et au Luxembourg

La démarche des **Histoires Digitales** occupe une place grandissante au sein des méthodologies d'action du mouvement. Elle permet à notre organisation de travailler de manière directe, avec des populations fragilisées, à la lutte contre la fracture numérique et au développement de dynamiques d'éducation permanente ancrées dans des processus de libération de la parole.



En **province du Luxembourg**, les Equipes ont mis sur pied 9 ateliers HD ! L'expérience a permis de réaliser des HD sur les six thématiques d'action du mouvement. Dont 4 sur la question de l'emploi. « *Et si demain, j'avais le choix de mon travail, comment je l'imagine ?* ». Les récits ont mis le doigt sur l'orientation professionnelle et ses conséquences sur un possible bonheur dans la vie, mais aussi sur les impacts du non-emploi sur la confiance en soi, voir même l'estime de soi !

A **Huy**, les choix des participants ont été plus éclectiques : la confiance en soi, la capacité à dire non, à s'affirmer, le parcours d'un enfant déraciné de son pays à 5 ans, l'intégration d'une adulte immigrée en Belgique récemment, la volonté de militer pour plus d'égalité et un plus grand respect de l'environnement, telles ont été les composantes des histoires réalisées lors de cet atelier.

A **Braine-l'Alleud**, c'est un groupe en formation *Clés pour l'emploi* mis en place par *Lire et Ecrire* qui a participé à un atelier Histoires digitales. Et à **Nivelles**, l'atelier HD a mis en lumière les difficultés de trouver un emploi et les discriminations auxquelles certains participants ont été confrontés.

## DES MIDICINÉS CITOYENS S'INTERROGENT SUR LA SÉCU

### à Liège

Projet né en 2015, les **Midicinés** sont organisés en collaboration avec le CRIé de Liège, avec la volonté de porter sur l'espace public les préoccupations des deux organisations et de permettre le débat citoyen. Ils ont lieu tous les mois.

Les trois premières séances de 2018 ont été consacrées à la sécurité sociale : la sécurité sociale en Belgique à partir du documentaire *La sécurité sociale expliquée à ma petite-fille*. Cette séance a notamment rassemblé des élèves de rhéto qui découvraient l'existence et les fondements de notre système de sécurité sociale ; la réalité d'autres pays européens, en particulier la Grèce après la mise en place des plans d'austérité réclamés notamment par la Commission européenne ; la protection sociale des pays du Sud.

Mais les **Midicinés** liégeois ont aussi permis d'aborder d'autres enjeux que ceux liés à la sécurité sociale : la souveraineté alimentaire, la fabrication de nos vêtements, l'adolescence en rupture, le big data...

« En 2018, le combat pour le droit à un logement décent reste un axe majeur dans cette thématique. La mise en évidence des inégalités criantes et des conséquences en termes d'accès aux besoins est également au cœur de nos travaux.



## Le droit de se loger



L'Organisation Générale s'est inscrite dans la dynamique de la Journée mondiale de lutte contre la misère organisée par le RWLP (Réseau wallon de lutte contre la pauvreté) : un stand de sensibilisation y a été mis sur pied et une animation autour de la sécurité sociale y a été déployée. La Générale a également poursuivi une implication prioritaire dans le combat de collectifs logement (Rassemblement wallon pour le droit à l'habitat et Plateforme Logement à Bruxelles).

Sur le plan des Régionales, une grande diversité d'activités ont été organisées. Nous reprenons ici quelques projets représentatifs de ces initiatives.

### NAISSANCE DE L'ASBL LOYERS NÉGOCIÉS

à Bruxelles

La lutte contre les loyers abusifs en Région Bruxelloise est progressivement entrée dans l'ADN de la Régionale. Après avoir milité pour l'encadrement des loyers privés et la mise en place de commission(s) paritaire(s) locative(s) régionale et/ou communale(s), elle a mené des actions d'accompagnement de personnes victimes de loyers abusifs. Un soutien s'est constitué, via la mise sur pied d'une assemblée des locataires. Ce soutien est allé jusqu'à des négociations avec des propriétaires et un accompagnement auprès de la justice de paix, toujours doublés d'actions collectives et de mobilisations solidaires de citoyens. Ces citoyens ont créé une « caisse de solidarité », visant à aider les personnes à faire la grève de la partie abusive de leur loyer dans l'attente d'une décision de justice. En 2018, la Régionale a été à l'initiative de la création de l'Asbl Loyers Négociés qui se concentre sur l'aide et l'accompagnement individuel des personnes, tout en maintenant des liens étroits avec le mouvement pour les dynamiques collectives à poursuivre et le travail de plaidoyer politique qui reste indispensable.

## LE LOGEMENT TOUJOURS EN DÉFI

à Philippeville et Florennes

A Philippeville, le **groupe CLAP (Citoyenneté et Logement en Action à Philippeville)** est à la source d'une dynamique porteuse en matière d'accès au logement dans la commune. Lancée au départ d'un colloque en 2015, elle vise aujourd'hui à collecter un maximum d'informations permettant de faciliter l'accès à un logement et de les diffuser auprès de la population, tout en organisant une vigilance et une mobilisation autour de la gestion de la politique du logement dans la commune. Parallèlement, une dynamique similaire s'est mise en place à Florennes (**ALF, Action Logement Florennes**) et poursuit les mêmes objectifs et un processus identique.

Les deux groupes s'attèlent spécifiquement à approfondir les enjeux liés au logement : la grille indicative des loyers de la Région wallonne notamment. Ils sont tous deux à la base de la mise en place d'ateliers **Question Logement** sur les deux entités. Ceux-ci accueillent des personnes en recherche de logement et les accompagnent. Ils contribuent activement à l'organisation du **salon Défis logement** avec plusieurs partenaires locaux (au centre culturel de Viroinval). Cet événement articule des stands d'information, des débats, des conférences et des animations. Il concerne 5 communes et devient un rendez-vous politique incontournable dans la région.

## DES « DAL » POUR UN DROIT AU LOGEMENT DÉCENT

au Hainaut occidental

Les DAL, ce sont les **collectifs « Droits au Logement »**. Les Equipes Populaires sont en première ligne dans ceux de **Tournai** et **Mouscron** ! A Mouscron, le DAL a poursuivi plusieurs objectifs : lutter contre les discriminations dans l'accès à un logement ; faire progresser l'idée de réguler les loyers dans le secteur privé, en exigeant une grille de référence pour le calcul des loyers et l'installation d'une commission paritaire expérimentale sur la région ; mettre en œuvre collectivement des actions concrètes en faveur du droit au logement décent et à prix abordable pour toute personne, particulièrement les publics précarisés et à revenus modestes. En 2018, des **actions de sensibilisation** ont eu lieu sur le marché de Mouscron via la technique du « porteur de paroles ». Le résultat de ces porteurs de parole s'est traduit de manière concrète par la création de cartes postales reprenant les témoignages des passants.

A **Tournai**, les objectifs étaient de développer des services de proximité à la population, grâce aux ateliers « recherche collective de logement » ; développer le plaidoyer politique, en particulier dans le cadre des élections communales de 2018 ; mettre en place des projets novateurs : lancer une réflexion sur les formes alternatives de logement, les CLT (Community Land Trust) mais également l'habitat léger.





## ANDERLECHT REPREND SA CHASSE AUX LOGEMENTS VIDES

### à Anderlecht

Il y a quelques années, la chasse aux logements vides y avait fait beaucoup de bruit. Le groupe a décidé de se saisir à nouveau de cette problématique, posant toujours question à **Anderlecht**. Juste après les élections communales, la question de savoir comment la nouvelle majorité allait s'emparer du sujet s'est directement posée. L'impression du groupe était que le travail d'interpellation effectué il y a quelques années à propos des logements vides dans les cités sociales n'avait pas changé grand-chose. Il a donc décidé d'organiser des **repérages de logements vides**, en plus des réunions du groupe local. Il s'est organisé pour mettre à jour la liste de logements vides sur le territoire de la commune, avec l'objectif de finaliser cette mise à jour en 2019 pour interpellier le conseil communal à ce propos.

Parallèlement, il a continué à s'informer sur le droit au logement. De quels outils dispose la commune pour éviter qu'il y ait des logements laissés à l'abandon sur son territoire ? Comment fonctionne la taxe sur les logements vides ? Quelles sont les étapes à respecter pour faire une interpellation citoyenne lors d'un conseil communal ? Autant de questions encore à travailler.

## « L'ARBRE AUX SOLEILS », UN ATELIER DE THÉÂTRE-ACTION

### à Assesse

« L'Arbre aux Soleils » se réunit régulièrement à la bibliothèque d'Assesse pour choisir et organiser des activités socio-culturelles. Depuis 2016, il s'est lancé dans le **théâtre-action**. Subtil mélange entre savoirs chauds (apports personnels tirés du vécu des participants) que les membres expriment au fur et à mesure des ateliers et savoirs froids (apports extérieurs théoriques), cela a donné une création collective « Et si on poussait la porte ? ».

Au départ d'improvisations, le thème des préjugés face aux chômeurs et usagers du CPAS s'est imposé. Des personnes sont entrées en action collective. A travers quelques saynètes, elles poussent des portes... Certaines sont difficiles à ouvrir, par peur, par honte, par obligation ou encore par méconnaissance. D'autres, quand elles sont entrouvertes, laissent apparaître un rayon de soleil... Alors, à plusieurs, tout (re)devient possible. Le théâtre a été une délivrance, « une expérience géniale » pour prendre confiance en soi.

## LES « MOTIVÉS DU PARTAGE » PERSISTENT ET SIGNENT

### à Tournai

Parallèlement aux actions de lutte contre la pauvreté menées par le Collectif tournaisien de lutte contre la pauvreté, un groupe de personnes témoins et/ou touchées par la précarité a décidé de se constituer autour de la rédaction d'un **journal**, porteur de paroles. Le groupe se nomme « les Motivé.e.s du Partage ». En vue de cet objectif, des rencontres mensuelles à la Maison des Associations ont été mises sur pied avec des ateliers rédaction et réflexions (des revendications, des expressions artistiques et des interviews) afin d'alimenter le contenu du journal et de continuer d'interpeller l'opinion publique. Le journal a été distribué et utilisé comme support de communication lors de la Journée mondiale du refus de la misère et de l'évènement « La pauvreté sous les bombes » le 17 octobre 2018.

« Il n'y a plus à tergiverser : le système est en faillite. Nous savons qu'il va nous falloir inventer une autre manière de faire, de vivre.



## Le système est mort, vive les alternatives !

Sur le plan de l'**Organisation Générale**, deux enjeux prioritaires ont été travaillés : le thème de l'effondrement et le thème de l'agroécologie, ici et ailleurs.

Un **débat de Contrastes** « *Une civilisation qui s'effondre ?* » a été organisé. Il accueillait Jean-Pascal Van Ypersele, climatologue, ancien vice-président du GIEC, et Renaud Dutermé, du CADTM. Les signes annonciateurs d'un effondrement possible ou probable de notre civilisation sont nombreux : réchauffement climatique, raréfaction des ressources énergétiques, sixième extinction de masse des animaux et déclin de la biodiversité en général.

Notre système économique basé sur la croissance est, par définition, aux antipodes de l'appel à la sobriété, à l'économie des ressources. Face à l'inconnu, certains font confiance aux technologies censées nous éviter le pire et d'autres, « plus réalistes sans doute », pensent que ce ne sera pas simple. Que faire avec ces constats ?

Les dés sont-ils jetés ou pouvons-nous encore « maîtriser » la catastrophe annoncée ? Que pouvons-nous faire collectivement pour limiter les dégâts déjà colossaux ? Serait-il trop tard ?

La démarche des **Histoires Digitales** (*récits numériques*) occupe une place grandissante au sein des méthodologies d'action du mouvement. Elle permet à notre organisation de travailler de manière directe avec des populations fragilisées à la lutte contre la fracture numérique et au développement de dynamiques d'éducation permanente ancrées dans des processus de libération de la parole. Le développement de ce volet d'actions a justifié la création d'un ¼ temps de travail spécifique au sein de l'organisation générale, avec pour mission d'accompagner et de coordonner les projets locaux, mais aussi d'être initiateur de projets de dimension plus globale.

Un projet international s'est développé en 2017 et poursuivi en 2018, en partenariat avec l'ONG *Le monde selon les femmes* : un atelier « HD » a été proposé sur le thème « Femmes et agroécologie » à des citoyennes wallonnes (Rochefort, Villers-sur-Lesse, Mont-St Guibert et Haut-Ittre) et des citoyennes sénégalaises (à Guédé-Sénégal) permettant d'aboutir à des paroles croisées. La dynamique fera l'objet d'un film vidéo.

**Sur le plan des Régionales**, une grande diversité d'activités ont été organisées. Nous reprenons ici quelques projets représentatifs des initiatives en Région.



## LE « BIEN COMMUN »

à Charleroi-Thuin et à Namur

Le bien commun, les biens communs, de quoi parle-t-on et quels en sont les enjeux ? En Région de Charleroi-Thuin, les **groupes de Beaumont, Leernes, Momignies et Wanfercée-Baulet** ont souhaité travailler le sujet au départ d'une incitation de la régionale. Différents des biens publics et certainement des biens privés, qu'est-ce qui définit ces biens particuliers et pourquoi est-il essentiel de se les réapproprier à une époque où la libéralisation menace de plus en plus de domaines. La thématique est vaste et questionne notre conception de la ges-



tion d'un bien, quelle que soit sa nature. Si le **groupe de Leernes** s'est attelé à discuter en détail de ce qui entrerait ou non dans la catégorie des biens communs, le **groupe de Beaumont** en est venu à la conclusion que l'autogestion était la voie la plus logique et qu'il n'était pas possible de la mettre en place sans remettre en question le droit à la propriété privée qui rend cette autogestion impossible dans la plupart des cas. A **Baulet**, on met en évidence que pour atteindre l'intérêt commun, il faut que chaque individu abandonne un peu de son intérêt individuel... La Régionale propose de faire de cette question un fil rouge de son action en 2019. A **Namur**, on a fait de cette question le thème de la **rencontre régionale**. Entre privatisation et bien public, c'est une longue histoire de balancier. Les militants sont partis à la rencontre de personnes qui œuvrent dans le sens commun. Voilà qui faisait écho au travail du groupe **L'arbre aux soleils d'Assesse** (voir page 16), focalisé sur cette question de janvier à septembre 2018 !

## SPECTACLE « BIENVENUE EN ABSURDIE »

à Cuesmes

Dans la région montoise, le désormais bien connu **groupe théâtre** qui depuis 2015 portait la création *Teoutekitekoj*, un spectacle critique sur les technologies de la communication, s'est lancé dans une nouvelle aventure : *Bienvenue en Absurdie*. Ce travail repose sur l'organisation méthodique de débats, d'analyses et de séances d'écriture, qui ont porté sur les questions européennes, les politiques d'austérité, les décisions rapides aux conséquences néfastes... Le groupe est en pleine élaboration du scénario et en pleine création ! Le résultat se fera bientôt connaître.

## CINÉ-DÉBATS : LA MORT DES PETITS VILLAGES ?

à Lessines et Enghien

Depuis octobre 2017, les **groupes de Lessines et Enghien** se sont rassemblés pour mettre en place des **ciné-débats** à Lessines et Enghien. Pour les deux premiers ciné-débats, le groupe a choisi de parler de « La mort des petits villages ». Ils ont eu lieu en mars et avril. Notre territoire est au cœur de nombreux projets d'aménagement et de développement rural. Questionnons-le « *car notre quartier, notre village, notre région ne sont rien d'autre que la forme spatiale d'un projet social* » (Ch. Dubois). Les débats ont permis d'aborder les enjeux de villes/villages dortoirs, de la pression immobilière, du besoin de relocaliser les commerces, du danger des gros zonings industriels, du besoin de recréer du lien et de la convivialité au sein des quartiers et des villages.

## QUELLES ALTERNATIVES AU CAPITALISME ?

à Mons

Forts de leur participation au Musée du Capitalisme et des débats qui y ont eu lieu, le **groupe Philo et société de Mons** a décidé de poursuivre la réflexion. En effet, il n'y a pas une alternative au Capitalisme, il y en a DES. Et celles-ci ont des formes diverses. Des micro-projets à des modes de vie à développer... Mais tout n'est pas transposable ou transférable : les monnaies locales sont possibles à certains endroits, comme des potagers partagés, les formes d'éducation et d'enseignement... autant de façons de faire. Toutes ces initiatives ont une même particularité : la dimension humaine,

la gouvernance du projet par leurs initiateurs... L'ensemble de ces alternatives forme un réel puzzle d'une autre forme d'existence, voire de résistance. Elles coexistent avec le modèle capitaliste en place. Le capitalisme n'en est que bousculé et souvent il « récupère » ces nouvelles formes de production, de consommation. Tenant compte de ces constats, le groupe poursuit sa réflexion sur la construction d'un autre modèle. Peut-on faire de la politique sans les politiques ? Qu'est-ce qui motiverait l'engagement ? L'actualité des gilets jaunes, le féminisme, les mouvements sociaux hors des grandes organisations sociales posent des questions, nous posent des questions...

## QUELLE SOCIÉTÉ VOULONS-NOUS ?

à Mouscron

Interpellé par le travail de la journée régionale de novembre 2017 « Le capitalisme, c'est grave docteur ? », le **groupe de Mouscron** s'est lancé dans un processus sur le sujet. Une fois compris le système de société dans lequel nous vivons, certains constats nécessitent des changements tant individuels que collectifs mais comment ? Les constats qui touchent le plus : les personnes vivant en précarité, les migrants, les personnes dépendantes (malades, infirmes, personnes âgées, etc.), le dérèglement climatique, les travailleurs détachés, la violence et la haine. Le groupe s'est posé la question : « Quelle société voulons-nous ? De quoi rêvons-nous ? » Réponse : dans tous les cas, une société où l'argent n'est plus le roi, un monde sans violence, plus juste et sans gaspillage ! Mais comment mettre en place cette société rêvée ? Comment s'organiser pour faire passer nos valeurs dans notre vie et dans la collectivité ? Le changement passera-t-il par l'individu ou le collectif ? Le groupe a décidé de se focaliser sur des alternatives au système de consommation : groupement d'achat, échanges de savoir-faire, donnerie, etc. Il s'est rendu dans l'un des jardins des « Fraternités ouvrières » afin de découvrir des réalisations concrètes.

## SOLIDARITÉ AVEC LE CONGO

à Comines

Depuis près de 20 ans, l'exploitation des minerais contribue aux violences armées et à l'insécurité à l'est de la République Démocratique du Congo (RDC). Un phénomène désigné par les termes « minerais de sang » ou « minerais de conflit ». Quels sont ces « minerais de conflit » ? Quelles sont leurs causes ? Quels sont nos liens en tant que citoyens belges avec ce phénomène ? Quelles solutions depuis la Belgique et l'Europe afin que l'exploitation des ressources naturelles cesse d'alimenter les violations des droits humains à travers le monde ? Le **groupe de Comines** a abordé tout ça avec Timur Uluç, secrétaire général de l'ONG *Justice et Paix*. Ont suivi : une pause-café solidaire et une soirée-solidarité avec le Congo. L'occasion de découvrir des projets concrets menés par des ONG au Sud-Kivu et leur analyse des réalités locales.

## SENSIBILISATION À LA DETTE PUBLIQUE ET À L'AUSTÉRITÉ

à Malmedy-Stavelot

En collaboration avec PAC Verviers, le Plan de Cohésion Sociale (PCS) et la bibliothèque de Malmedy, la locale Equipes Populaires de **Malmedy-Stavelot** a organisé 2 soirées de sensibilisation sur la dette publique et l'austérité. Le discours dominant nous rappelle en effet sans cesse que nous devons payer notre dette publique sous peine de courir à la catastrophe. Or, comme l'écrit Olivier Bonfond : « *La véritable catastrophe, n'est-ce pas plutôt d'appliquer, au nom du remboursement de la dette, des politiques d'austérité qui n'ont jamais fonctionné nulle part ?* ».

Le 22 mars, Olivier Bonfond, auteur du livre *Il faut tuer TINA* a présenté 13 mesures à mettre en place avec un minimum de volonté politique pour réduire la dette publique, voire supprimer la partie illégitime de la dette. *Et si on arrêta de payer ?* Le 29 avril, les militant.e.s avaient programmé le spectacle de **théâtre-action** *Dette Système*. C'était l'occasion pour le public de prendre conscience qu'il est possible d'agir à notre échelle, en organisant un audit citoyen de la dette publique. C'est ce qu'est venu présenter le collectif citoyen verviétois *ACIDe* après la représentation. A la suite de cette rencontre, la locale des Equipes Populaires de **Malmedy-Stavelot** s'est réunie de manière autonome afin de rédiger un courrier à adresser au collège échevinal pour obtenir les comptes et budgets de la commune.

Le 6 novembre, dans le prolongement de ces deux événements, était projeté en présence de la réalisatrice Sophie Bruneau, le **documentaire** *Rêver sous le capitalisme*. Une trentaine de participant.e.s ont pris part à la discussion lors du débat qui a suivi la représentation. Ont été abordées les questions des difficultés au travail dans un monde dominé par le capitalisme néolibéral.

« La campagne de sensibilisation « Surfez couverts » avait pour objectifs de pénétrer dans le monde secret de la commercialisation de nos données personnelles, d'éveiller notre vigilance quant à leur utilisation abusive et de mettre en avant les enjeux économiques et démocratiques du développement des GAFA.

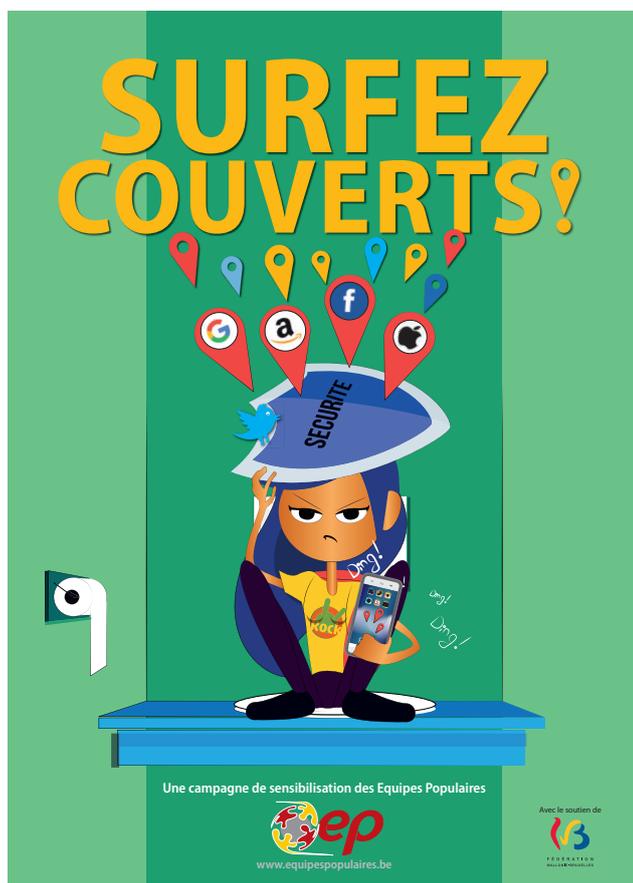
## « Surfez couverts ! »

Lorsque nous avons décidé du choix du thème de campagne, nous étions en plein scandale « Cambridge Analytica » et autres procès contre les géants du Net, qui ont montré l'influence et le pouvoir des réseaux sociaux sur nos modes de pensée et de consommation.

La nouvelle directive européenne sur le RGPD (Règlement général pour la protection des données personnelles) était également d'actualité au moment où nous avons commencé à préparer notre campagne, d'où un intérêt grandissant du public pour cette problématique.

En effet, les GAFA (Google, Apple, Facebook et Amazon) deviennent des superpuissances économiques qui dominent le marché mondial. Ils prennent possession, à notre insu, de nos données personnelles et les commercialisent. Leur pouvoir d'influence et de manipulation ne connaît plus de limites.

Que fait-on avec toutes nos données personnelles ? Qui achète toutes ces informations, qui les vend et à quelles fins ? Comment fonctionne ce gigantesque marché des données dominé par les GAFA (Google, Apple, Facebook et Amazon) ? Est-il possible de limiter, voire de supprimer l'accès à nos données personnelles ? Et à défaut d'être capable d'échapper aux radars du harcèlement publicitaire ? Comment reprendre un peu de contrôle et de pouvoir sur cette réalité ? Autant de questions que nous avons voulu soulever.



## LES 5 ENJEUX PRINCIPAUX QUI ONT ÉTÉ TRAVAILLÉS AU TRAVERS DE CETTE CAMPAGNE :

- On est en plein dans le développement d'un modèle d'hyperconsommation, avec une publicité omniprésente, harcelante.
- La question de la propriété des données personnelles est un enjeu important. A qui appartiennent ces données ? Jusqu'où peut aller leur commercialisation (données de santé par ex.) ?
- En contrepartie, nous bénéficions de services « gratuits » (accès à l'information et à de multiples services qui facilitent la vie). Est-on prêts à payer pour éviter la publicité et la commercialisation de nos données ?
- L'objection la plus courante lorsqu'on évoque cette question est « Je n'ai rien à cacher ». Pas si sûr que cela... Et quand bien même, que fait-on avec le principe de protection de la vie privée, de plus en plus sacrifié sur l'autel des milliards de recettes publicitaires que nos données personnelles procurent ?
- Les algorithmes, indispensables dans ce nouveau modèle économique et très utiles pour cibler nos besoins et nos envies, formatent nos goûts et notre manière de penser, y compris en politique et en diffusion de l'information. Comment prendre distance ?

## PAR QUELLE PORTE D'ENTRÉE AVONS-NOUS SENSIBILISÉ ?

La géolocalisation est utilisée par la plupart des utilisateurs d'internet. Or, c'est un des plus puissants outils de récolte des données et de profilage des consommateurs.

Nous avons choisi de nous servir, en particulier, de cette application pour montrer que grâce à elle, les réseaux sociaux savent tout de nous ; ils savent en permanence où nous sommes, avec qui, ce que nous faisons... Ils « espionnent » par ce biais les restaurants que nous fréquentons pour nous en proposer d'autres à proximité ; ils savent que nous faisons souvent nos courses dans tel magasin et peuvent donc nous envoyer des publicités ciblées ; ils savent que nous lisons *La Libre Belgique* et pas *Le Soir*, etc. Grâce à toutes ces informations, la base de données nous concernant devient importante et acquiert une haute valeur commerciale qui peut être revendue aux annonceurs publicitaires.

## REVENDEICATIONS

Avec le soutien de l'ABREOC (Association belge de recherche et d'étude des organisations de consommateurs), nous avons identifié quelques domaines dans lesquels nous pouvons agir ou faire pression pour modérer la superpuissance des GAFA.

Nous avons ainsi identifié 8 types de revendications :

- Exiger des services publics qu'ils montrent l'exemple
- Faire appliquer et améliorer le RGPD
- Règlementer davantage l'usage des cookies
- Mieux encadrer les techniques de géolocalisation
- Informer sur l'utilisation et la valeur des données
- Lutter contre le monopole des GAFA
- Lutter contre l'évasion fiscale à grande échelle des GAFA
- Mettre en place une taxe GAFA sur la commercialisation des données

Ces revendications ont été portées à la connaissance des autres organisations de consommateurs belges ainsi qu'au SPF Economie dans le cadre d'une enquête sur les points d'attention que celui-ci devrait porter, tant en termes d'encadrement des pratiques commerciales que des réglementations belge et européenne en la matière.

Elles ont également été présentées dans les activités liées à la campagne pour démonter l'argument largement répandu dans l'opinion publique que « *Nous sommes impuissants face au pouvoir des GAFA* ».

# Surfez couverts ! >>> Campagne de sensibilisation

## SUPPORTS PÉDAGOGIQUES

- 2 capsules vidéo
- Numéro spécial de la revue Contrastes
- Affiches
- Cartes postales
- Mini-sondage
- Cartes « pictogrammes »
- Roll-up
- T-shirts



## ACTIVITÉS

Les cinq activités phares de notre campagne :

- Notre participation active au **KIKK Festival**, festival international du Numérique qui se tenait à **Namur** les 3 et 4 novembre, précisément au moment du lancement de notre campagne
- L'organisation de quatre « **Cryptopartys** » (**Liège, Bruxelles, Charleroi et Namur**), dans lesquelles toutes nos régionales se sont impliquées.

Il est important de signaler que la campagne a démarré tard dans l'année et que nous avons encore, en 2019, plusieurs interventions programmées à la demande d'autres organisations ou institutions.

**CRYPTOPARTY**  
Apprendre à crypter ses données, limiter ses traces sur internet

**Tables de discussion**

**Namur**  
rue du Lombard 89  
**28 octobre 2018**  
de 17 à 21h30  
entrée libre

**Ateliers techniques**

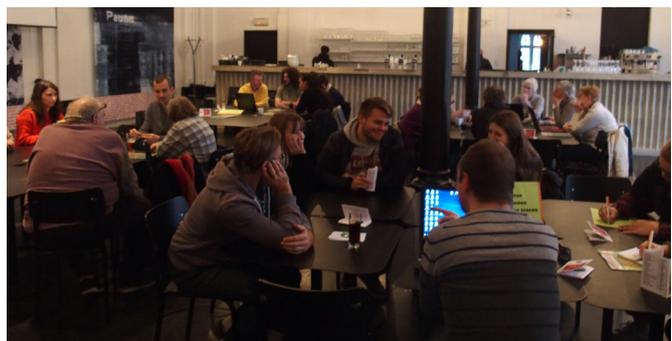
Bar avec petite restauration

Atelier créatif

**SURFEZ COUVERTS!**

Avec le soutien de F3

Une campagne de sensibilisation des Equipes Populaires



« La plateforme Journée sans crédit a été créée il y a 15 ans par les Equipes Populaires et elle poursuit son travail grâce à leur soutien actif.



## La poursuite de la Journée sans crédit

Même si elle n'est plus valorisée en axe 4 (une seule campagne obligatoire), les Equipes Populaires ont décidé de continuer à être actives au sein de la plateforme associative car le travail qui y est développé est intéressant, tant en termes d'activités réalisées, de supports pédagogiques produits que de partenariats avec un secteur très dynamique en termes d'action sociale.

**La plateforme Journée sans crédit sensibilise les consommateurs aux dangers du crédit facile et formule des recommandations au législateur pour mieux encadrer les pratiques des sociétés de crédit.**



La plateforme Journée sans crédit a été créée par les Equipes Populaires en 2004 et compte actuellement 31 associations francophones et néerlandophones. Elle poursuit deux objectifs. Tout d'abord, sensibiliser le public aux dangers du crédit facile et aux pratiques commerciales agressives, qui peuvent avoir de graves conséquences en termes de surendettement. Cette sensibilisation se fait par le biais d'animations de groupes et/ou d'une présence sur l'espace public. Ensuite, formuler des recommandations au législateur pour améliorer la protection des consommateurs, notamment en fixant des règles strictes pour l'octroi de crédit par les organismes de prêt.

### L'omniprésence du crédit facile

Le crédit à la consommation est omniprésent et disponible dans les banques, les agences, chez les courtiers, mais également dans les magasins, les grandes surfaces, via les achats par correspondance, sur internet, etc. La banalisation du crédit se traduit notamment par un démarchage intensif des consommateurs. Les personnes en difficultés sont particulièrement vulnérables et font souvent appel au crédit à la consommation pour faire face à leurs besoins vitaux ou pour payer des factures en retard, créant une situation d'endettement permanent.

Les consommateurs fragilisés sont souvent victimes de méthodes agressives et/ou déloyales et ce malgré les nombreuses avancées législatives obtenues sur la question du démarchage.

### Focus sur les regroupements de crédit

Comme on peut le constater dans la publicité et en particulier sur internet, le regroupement de crédits est bien souvent vanté comme LA solution au surendettement.

Les propositions de regroupement de crédits abondent de toutes parts et bon nombre de consommateurs en difficulté se laissent convaincre par les arguments avancés par les professionnels du crédit. Le regroupement de crédits cible clairement des consommateurs qui sont déjà fragilisés et qui, guidés par l'urgence, signent la première offre qu'ils reçoivent. Il va leur donner l'illusion que leurs ennuis financiers seront réglés et qu'ils vont même pouvoir réaliser une épargne alors qu'il n'en est rien !

En 2018, la plateforme Journée sans crédit s'est penchée sur cette forme sournoise de crédit et a rédigé de nouvelles recommandations au législateur.



Equipes Populaires

# Nos propositions

*Au départ de la multitude des questions soulevées par les groupes locaux et les projets du mouvement, les Equipes Populaires formulent des revendications et propositions. Il ne s'agit pas ici d'une liste exhaustive mais d'une synthèse des principales recommandations que nous portons. Elles sont issues du travail de terrain, des campagnes d'action ou via la participation à des plateformes associatives. Les orientations définies par le Congrès d'octobre 2017 définissent également les lignes de force et le projet de société que nous portons de manière globale.*

## Alimentation

Le mouvement soutient les revendications liées au principe de souveraineté alimentaire des peuples. Ce principe induit notamment le droit à une alimentation saine et accessible pour tous, un prix juste, des modes de production qui n'épuisent pas les ressources naturelles et une relocalisation de l'agriculture. Le secteur de la distribution doit répondre de la manière dont il assure le respect des droits des travailleurs et favorise les produits locaux et équitables payés à un juste prix aux producteurs. Nous soutenons les initiatives citoyennes (coopératives d'achats, circuits courts...) qui contribuent à créer des ponts et solidarités entre les producteurs et les consommateurs.

## Energie

Le droit à l'accès de tous doit être garanti dans le cadre d'une politique énergétique durable. Avec la Coordination Gaz-Electricité-Eau de Bruxelles et le Réseau wallon pour l'accès durable à l'énergie, nous plaidons pour une tarification solidaire et progressive de l'électricité. Nous dénonçons le dispositif wallon des compteurs à budget, qui déresponsabilise les fournisseurs face aux difficultés de paiement des clients et nous demandons que la Région wallonne s'inspire des dispositions bruxelloises. Nous sommes également critiques à l'encontre des compteurs « communicants ». Nous plaidons encore pour que les pouvoirs publics soutiennent les ménages à faibles revenus et favorisent leur accès aux économies d'énergie et aux énergies renouvelables.

## Crédit - Surendettement

Dans le domaine du crédit, nos actions et nos revendications visent à renforcer la protection du consommateur face aux abus dans les pratiques des sociétés de crédit. Au sein de la plateforme Journée sans crédit, nous avons mis l'accent en 2018 sur le danger des « regroupements de crédits » qui, contrairement à ce que prétendent les prêteurs, contribuent au surendettement. De manière générale, la plateforme formule chaque année de nombreuses recommandations au législateur pour mieux réglementer les pratiques des sociétés de crédit, empêcher les publicités trompeuses, contrôler les abus et les sanctionner.

# Revendications du mouvement



## Citoyenneté

C'est d'abord au niveau communal que peut se pratiquer la citoyenneté. En collaboration avec d'autres associations, de nombreux groupes locaux s'impliquent dans le quotidien de leur commune et les interpellent pour qu'elles prennent davantage en considération les demandes des citoyens et des associations locales. Nous demandons que le monde associatif soit reconnu dans son travail de proximité et d'éveil citoyen et que cela puisse se traduire par des chartes associatives. Aux autres niveaux de pouvoir, les enjeux sont multiples et touchent aussi le quotidien des citoyen-ne-s. C'est pourquoi nous plaignons pour l'adoption mais aussi la mise en place effective de la charte associative à tous niveaux de pouvoir (régions et FWB), qui, au-delà de son adoption, doit reconnaître l'importance du travail associatif dans la société et régler les rapports entre partenaires publics et associatifs. Avec le MOC et d'autres mouvements progressistes, nous manifestons notre opposition à tous les projets injustes, discriminants ou sexistes qui affaiblissent les droits humains.

## Culture et vie associative

La culture est un des piliers essentiels de la démocratie. Nous voulons garantir et favoriser la diversité culturelle. L'Éducation permanente est un outil incontournable de la démocratie culturelle car elle permet de donner des clés de compréhension du monde ainsi qu'une capacité d'action individuelle et collective. Plus largement, les projets mis en place par le monde associatif contribuent de façon significative aux politiques publiques, au départ du terrain, sur de nombreuses questions de société (lutte contre l'analphabétisme ou la pauvreté, qualité du logement, dialogue interculturel, formation de personnes éloignées du monde du travail...). Outre leur reconnaissance, elles doivent pouvoir bénéficier des financements nécessaires à leurs missions.

## Emploi

Dans le domaine de l'emploi, nous portons de longue date la revendication d'une réduction collective du temps de travail : travailler moins, travailler tous et vivre mieux. Nous rejetons toutes les formes de précarisation et de démantèlement des statuts des travailleuses et travailleurs. Nous prôtons une stricte égalité entre les hommes et les femmes notamment dans tous les aspects liés à l'emploi. Nous plaignons avec d'autres pour la création d'emplois durables, en particulier dans le domaine public et le secteur non marchand. Nous soutenons également les revendications de Solidarité Mondiale au droit à un travail décent partout sur la planète. Cela implique entre autres des conditions de travail correctes, un salaire suffisant, ainsi que le droit à l'action syndicale.

# Revendications du mouvement

## Logement

Le droit à un logement décent est une de nos préoccupations majeures. Pour le concrétiser, nous plaçons pour un contrôle des loyers privés, via l'objectivation des loyers (grille des loyers généralisée), en privilégiant le mode de la concertation. Nous demandons aussi de faire respecter tant l'obligation d'affichage du prix des loyers, que celle d'enregistrement des baux écrits. Nous soutenons la revendication du développement et de la rénovation du parc de logements sociaux. Nous plaçons pour la création d'un fonds public à la garantie locative, la promotion des AIS et la lutte contre les logements vides.

## Services publics

Les services publics sont malmenés par les politiques d'austérité qui ne cessent de les affaiblir. Or, ceux-ci constituent un rempart précieux contre la pauvreté. Le mouvement plaide pour leur développement de façon à garantir la satisfaction universelle des droits humains, économiques et sociaux. Ceux-ci disparaissent quand les services sont soumis à la libéralisation et la privatisation. Les secteurs vitaux tels que la santé, l'éducation, l'eau, la culture, l'environnement, les services sociaux, le logement social, l'audiovisuel, le transport et l'énergie doivent être soustraits des accords commerciaux internationaux. Nous dénonçons la logique européenne de l'austérité qui prive les Etats des moyens d'assurer ces services à leur population.

## Justice

Les mesures qui restreignent l'accès à la justice pour les citoyens sont de plus en plus nombreuses. Cette situation est dénoncée par les professionnels de la justice eux-mêmes. Avec la *plateforme Justice pour tous*, nous avons revendiqué le maintien de l'aide juridique gratuite pour les revenus modestes. De manière générale, nous réclamons un refinancement significatif de la justice permettant, entre autres, de remplir tous les cadres et de diminuer le temps d'attente des citoyennes et citoyens.

## Fiscalité

La justice fiscale est indispensable pour assurer une meilleure redistribution des richesses et assurer le financement des services collectifs et la protection sociale ; pas de justice sociale sans justice fiscale ! Avec le Réseau pour la Justice fiscale, nous demandons notamment la levée du secret bancaire, l'instauration d'un impôt sur la fortune et la globalisation des revenus qui permettraient de faire contribuer de manière équitable tous les revenus (travail, capital, immobilier, plus-values sur titres, options...).

## Sécurité sociale

Alors qu'elle constitue le meilleur rempart contre la paupérisation, la sécurité sociale connaît depuis des années de multiples attaques. Il faut préserver un système d'assurances solidaires et lutter contre les formes de privatisation, notamment dans le secteur des soins de santé et des pensions. Nous refusons la culpabilisation des chômeurs et demandons la fin du statut de cohabitant.

## Migration

En matière d'immigration, le mouvement aspire à une véritable démocratie multiculturelle, fondée sur les valeurs de respect, de tolérance, d'ouverture et d'égalité. Avec le MOC et le CIRÉ notamment, nous plaçons pour une régularisation des sans-papiers basée sur une procédure permanente et des critères clairs. Nous nous opposons à la criminalisation des migrants et sans-papiers et demandons un assouplissement des règles relatives à la protection internationale et au statut de réfugié.

## Climat et environnement

Le réchauffement climatique n'est pas une fatalité. Nous soutenons les revendications de la coalition climat, insistons pour que des mesures concrètes, concertées, socialement justes soient prises. Parmi celles-ci, nous relevons la nécessité d'une plus grande cohérence en matière d'aménagement du territoire, une politique systématique d'isolation des habitations et bâtiments et un important développement des réseaux de transports en commun, alternative au « tout à la voiture ».

# Nos écrits au service de l'action

« L'ensemble des publications produites aux Equipes Populaires sont bien sûr en lien avec le travail fourni par nos groupes ou par les différents niveaux du mouvement. Elles rendent compte des avancées, du travail d'analyse et de critique produit par le mouvement et/ou constituent une base de travail pour aller plus loin dans l'analyse et l'action.

## La revue « Contrastes »

**CLIMAT - RESSOURCES - ÉCONOMIE : Une civilisation qui s'effondre ?** - Février 2018

**PALESTINE : Visages de la résistance** - Avril 2018

**NOIR-JAUNE-BLUES : La société belge dans tous ses états** - Juin 2018

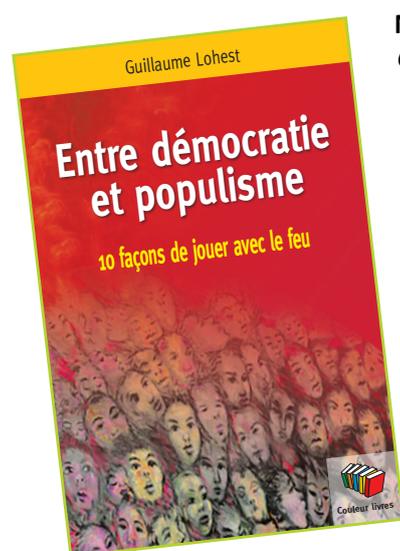
**ELECTIONS COMMUNALES 2018 : La commune, un espace d'action citoyenne** - Août 2018

**SURFEZ COUVERTS ! (Contrastes spécial campagne)** - Octobre 2018

**LA JUSTICE, PILIER FRAGILE DE LA DÉMOCRATIE** - Décembre 2018



## Les études « Points de Repères »



### Nos démocraties peuvent-elles passer l'arme à gauche ?

Guillaume Lohest, décembre 2018

« Durant les quinze derniers jours du mois d'août, une avalanche de sales nouvelles et de mauvais souvenirs s'est abattue sur ma tête. Pour la première fois de ma vie, j'ai senti que nos démocraties pouvaient vraiment s'écrouler à brève échéance. Et je me suis posé des tas de questions. En octobre, j'ai un peu relativisé, puis j'ai replongé. De cette introspection, j'ai tenu un petit journal. Depuis, j'observe et je doute. Et si nous avons tout faux dans nos manières de défendre la démocratie ? Et si, croyant la protéger, rêvant de l'approfondir, nous étions en train de contribuer à l'enterrer ? J'ai regroupé quelques intuitions pour en faire une provocation. Peut-être que je me trompe. Mais pardonnez-moi : le but ici n'est pas de faire gagner des certitudes (je n'en n'ai guère) mais d'augmenter le taux de vigilance dans toutes les directions. Histoire de ne pas se ruer dans l'horreur parce qu'on aurait confondu la Révolution, le Peuple ou la Démocratie avec leurs ombres. »

**Entre démocratie et populisme, 10 façons de jouer avec le feu** (Version augmentée - Mai 2019), livre édité chez Couleur livres. Vous pouvez le commander sur [www.equipespopulaires.be](http://www.equipespopulaires.be)

## Protection des consommateurs : La médiation, un outil de règlement des litiges

Monique Van Dieren, décembre 2018

Facture erronée, non-respect de la garantie légale, non-livraison d'une commande, litige avec un fournisseur, un assureur, un entrepreneur ou une agence de voyages... Ces situations sont très fréquentes, peuvent empoisonner le quotidien des consommateurs et parfois leur coûter cher. Comment connaître ses droits et les recours possibles face aux pratiques commerciales abusives ? Comment se défendre lorsqu'un vendeur ou un prestataire de services réclame des sommes jugées indues ? Le dossier présente les trois voies de recours principales : les services de médiation agréés par le SPF Economie, les recours collectifs appelés communément class-action, et la justice de paix. Son angle d'approche est celui de l'accès de ces services aux personnes en situation de précarité et propose quelques pistes pour le faciliter.



## Un documentaire sur le thème de l'agroécologie Elles racontent leur agroécologie. Traces numériques

Guédé, Sénégal 2017

Elles vivent dans une région aride du Sénégal, à la frontière de la Mauritanie et du désert du Sahel. Elles sont épouse, mère et participent activement à la gestion quotidienne de leur famille et à l'apport de revenus pour le ménage. Aujourd'hui, elles plantent et récoltent ce qui permettra, espèrent-elles d'améliorer le bien-être de leur famille. Avec l'ONG sénégalaise Enda Pronat, Les Equipes Populaires et le Monde selon les femmes, elles ont participé à un atelier de création d'histoires digitales...

Sites internet : [www.equipespopulaires.be](http://www.equipespopulaires.be) - [www.mondefemmes.be](http://www.mondefemmes.be)

Toutes nos analyses et fiches d'animation sont disponibles sur notre site [www.equipespopulaires.be](http://www.equipespopulaires.be)  
Retrouvez toutes les activités du mouvement dans **LA FOURMILIÈRE** (revue disponible au secrétariat), dans **Inter'Action**, la proxiletter des EP (s'y inscrire sur notre site) et sur Facebook : [www.facebook.com/equipespopulaires](http://www.facebook.com/equipespopulaires)

## Sommaire

- 3. Questions de consommation
- 6. Citoyenneté, démocratie et politique
- 9. Le vivre ensemble
- 12. Emploi, protection sociale et services collectifs
- 14. Pauvreté et exclusion
- 17. Modèles de développement, modèles de société
- 20. Campagne : Surfez couverts !
- 23. Campagne : Journée sans crédit
- 24. Revendications du mouvement - Nos propositions
- 27. Publications, analyses et études - Nos écrits au service de l'action